

BAROMETRE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

Avril 2013

■ ■ ■ Bilan cumulé des quatre premiers mois de 2013 : même si le nombre d'entreprises parisiennes en activité augmente par rapport à la même période en 2012, les immatriculations enregistrent une baisse (-9%). Par ailleurs : hausse des radiations (+29%), augmentation des procédures préventives (+7%), des ouvertures de sauvegarde, des redressements (+74%) et des liquidations judiciaires (+9%) ■ ■ ■

Inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris

362 632 entreprises en activité en avril 2013

Au 30 avril 2013, le stock d'entreprises actives enregistre une hausse de 1,7%, ce qui représente 6 055 entreprises supplémentaires en activité à Paris par rapport au 30 avril 2012.

Immatriculations et radiations d'entreprises

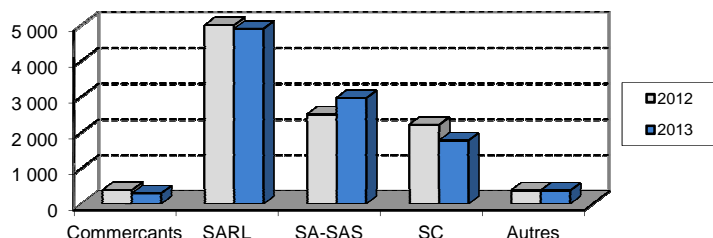
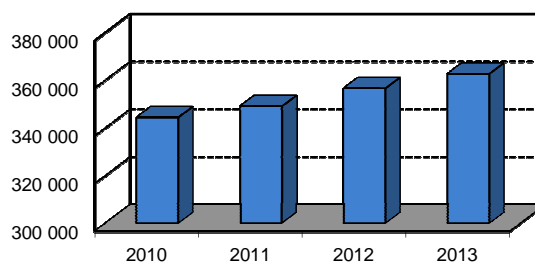
Le registre du commerce et des sociétés de Paris enregistre l'immatriculation de 10 435 nouvelles entreprises en 2013, soit une diminution de 9% par rapport à 2012. En avril 2013 toutefois, les immatriculations progressent de 2% en comparaison avec avril 2012.

Les radiations sur déclaration du dirigeant et les radiations d'office par le greffier enregistrent une augmentation de 29%.

Typologie des dirigeants à la tête des nouvelles entreprises

66% des nouveaux dirigeants sont des hommes, 22% sont des femmes, 12% sont des personnes morales.

Stock des entreprises en activité



Statut juridique des entreprises commerciales immatriculées

76% des immatriculations concernent des entreprises commerciales. Sont notamment recensées : 47% de SARL, 28% de SAS et 1% de SA ; 3% sont des commerçants. Les sociétés civiles représentent 17% des nouvelles entreprises. Les autres statuts juridiques constituent 4% des immatriculations : sociétés en nom collectif, groupements, sociétés d'exercice libéral, coopératives, etc.

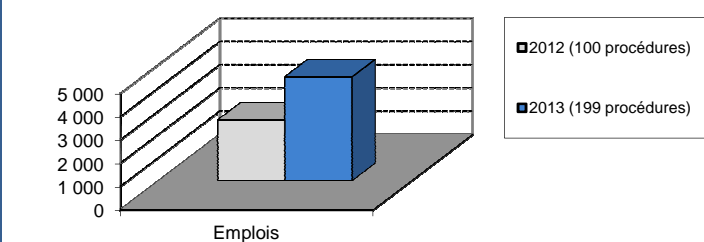
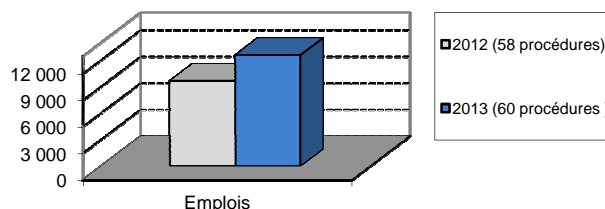
A noter : les créations de SAS gagnent 5 points en 2013, par rapport à la même période qu'en 2012

Prévention des entreprises en difficulté

Détection des difficultés : 1 099 dossiers d'entreprises en potentielle difficulté ont été ouverts en 2013, soit 29% de plus qu'en 2012.

Traitement préventif : 65 demandes de mandat ad hoc et de conciliation ont été présentées au tribunal en 2013, soit près de 7% de plus qu'en 2012. Ces demandes ont donné lieu à l'ouverture de 60 procédures en 2013, soit une hausse de 3% par rapport à 2012.

Emplois* concernés par les procédures ouvertes : 12 596 en 2013, soit 30% de plus qu'en 2012.



Procédures d'observation et de traitement des difficultés

Sauvegardes : 39 procédures de sauvegarde ont été ouvertes par le tribunal en 2013, contre 8 en 2012, soit près de cinq fois plus.

Redressements judiciaires : 160 procédures ont été ouvertes en 2013, à comparer aux 92 procédures ouvertes en 2012, soit 74% de plus.

Emplois* concernés : 4 461 salariés* en 2013, à comparer avec 2 609 salariés concernés en 2012.

Plans en cours : 935 plans (sauvegarde, continuation ou cession) sont en cours d'exécution au 30 avril 2013.

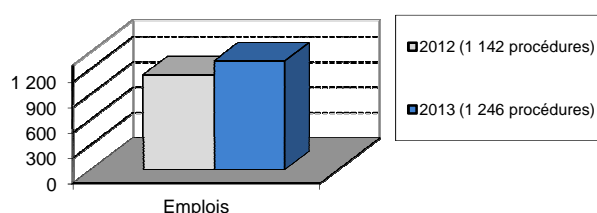
Liquidations judiciaires

Jugements d'ouverture : 1 246 jugements d'ouverture ont été prononcés par le tribunal en 2013, contre 1 142 en 2012, soit une augmentation de 9%.

Emplois* concernés : 1 289 salariés en 2013, à comparer avec les 1 126 salariés concernés en 2012, soit une augmentation de 14%.

Procédures en cours : 7 450 procédures sont en cours devant le tribunal au 30 avril 2013. 1 285 procédures ont été clôturées en 2013, soit une hausse de 5% par rapport à 2012.

Le taux de rotation des dossiers est de 23,2 mois (stock/clôtures).



* Il s'agit des emplois déclarés ou connus.

**Ce chiffre inclut les clôtures pour extinction du passif et celles pour insuffisance d'actif.